



Le dimanche 29 mars 2015

Députés irakiens s'expriment sur le blocus contre le camp *Liberty*

Le 28 mars 2015- Tout blocus contre les habitants du camp Liberty est une violation de la loi internationale qu'on ne peut que condamner, affirme Adel Nouri, membre de la Commission d'équité au parlement irakien. « Il revient au gouvernement irakien de protéger les droits humains des réfugiés au camp Liberty pendant leur séjour en Irak, » a-t-il ajouté. « Le gouvernement doit suivre la loi internationale sur leur séjour en Irak tout en respectant les normes diplomatiques et légales à la base du respect pour leur droits humains, et les traditions et les enseignements de la religion islamique. »



Il a affirmé que le respect de ladite loi oblige percevoir un lieu alternatif pour les héberger, en Irak ou ailleurs sans qu'aucune mesure répressive ne soit prise contre eux.

Auparavant, un autre député irakien, Ardalan Nouroddine, avait annoncé que les plaintes portées par les résidents du camp Liberty étaient en cours d'instruction dans la Commission des droits humains du parlement irakien. « J'ai personnellement pris en mains un nombre des documents pour les remettre à la Commission des droits humain, étant donné que je ne fais pas partie de la commission mais je sais qu'elle en reçoit de manière continue. » Il a appelé à la résolution finale des problèmes et à mettre fin aux contraintes dont sont victimes les résidents du camp Liberty.



Ecrivains irakiens condamnent les agissements d'ambassade des mollahs

Le 27 mars 2015 - Les agissements de l'ambassade du régime des mollahs en Irak afin de « recruter » des journalistes irakiens dans le but de ternir l'image des réfugiés iraniens habitants du camp Liberty en Irak ont été condamnés par l'Union des écrivains indépendants de l'Irak, qui considère ces agissements comme une « préparation du terrain pour davantage d'invasions criminelles » contre ces réfugiés.

« De tels actes de la part de l'ambassade des mollahs afin de fourvoyer l'opinion publique irakienne et sa souveraineté nationale est en plus une violation de tradition arabe et islamique du bon accueil et une violation de la loi internationale sur l'asile, » affirme une déclaration de l'Union.